nistrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes à communiquer, ou à continuer de communiquer, au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle;

4. *Prie* le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII) de l'Assemblée générale, conformément aux procédures mentionnées plus haut.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2234 (XXI). Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2110 (XX) du 21 décembre 1965.

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes au titre de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1954⁸⁴,

1. *Prend* acte du rapport du Secrétaire général;
2. *Invite* instamment les Etats Membres à continuer d'offrir des bourses aux habitants des territoires non autonomes;
3. *Prie* les Etats Membres de faciliter les déplacements des étudiants des territoires non autonomes qui voudront profiter des moyens d'enseignement qui leur sont offerts;
4. *Prie* les Etats Membres qui offrent des bourses d'études de tenir compte de la nécessité de donner des renseignements complets sur les bourses offertes et de celle d'accorder, chaque fois que cela est possible, des allocations de voyage aux boursiers;
5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à la diffusion des renseignements concernant les bourses offertes par des Etats Membres;
6. *Invite* les puissances administrantes intéressées et les institutions spécialisées à coopérer avec le Secrétaire général en vue de la diffusion de ces renseignements;
7. *Invite* les puissances administrantes intéressées à faire tout le nécessaire pour que les habitants des territoires non autonomes puissent utiliser la totalité des bourses d'études et des moyens de formation offerts par des Etats Membres, et à accorder toute l'assistance possible à ceux qui ont postulé ou obtenu des bourses d'études ou de perfectionnement, notamment en facilitant leurs formalités de voyage;
8. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session;

9. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

⁸⁴ *Ibid.*, document A/6503.

2235 (XXI). Question de la fusion et de l'intégration des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain, du programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal et du programme d'enseignement et de formation pour les Sud-Africains

L'Assemblée générale,

Considérant que des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain et pour les territoires administrés par le Portugal et un programme d'enseignement et de formation pour les Sud-Africains ont été institués par l'Organisation des Nations Unies conformément aux résolutions 1705 (XVI) et 1808 (XVII) de l'Assemblée générale, en date des 19 décembre 1961 et 14 décembre 1962, et à la résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 18 juin 1964,

Rappelant les rapports que le Secrétaire général a présentés à l'Assemblée générale, lors de sa vingt et unième session, au sujet desdits programmes pour le Sud-Ouest africain⁸⁵ et pour les territoires administrés par le Portugal⁸⁶ et au Conseil de sécurité, le 9 novembre 1965, au sujet du programme pour les Sud-Africains⁸⁷,

Notant que ces programmes, bien qu'ils servent des besoins et des fins analogues, sont administrés séparément et diffèrent quant au financement,

Félicitant le Secrétaire général de la manière dont il a administré les programmes,

Estimant qu'il convient d'examiner la question de la fusion et de l'intégration de ces programmes afin de les rendre plus efficaces et de favoriser encore davantage le développement et l'expansion de l'assistance en matière d'enseignement et de formation au titre de ces programmes,

Tenant compte de la création d'un compte d'éducation des réfugiés géré par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, conformément à la décision que le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire a prise le 7 novembre 1966⁸⁸,

Tenant compte également du rôle que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi que d'autres institutions spécialisées et organes des Nations Unies jouent en matière de formation et d'enseignement,

Notant l'intérêt que l'Organisation de l'unité africaine porte à la question de l'assistance en matière d'enseignement et les activités qu'elle mène dans ce domaine,

1. *Prie* le Secrétaire général d'étudier, en consultation avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et les chefs des secrétariats des autres institutions et organes appropriés, ainsi qu'avec le secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, la question de la fusion et de l'intégration des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain, du programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal et du programme d'enseignement et de formation

⁸⁵ *Ibid.*, points 66 et 68 de l'ordre du jour, document A/6463.

⁸⁶ *Ibid.*, document A/6464.

⁸⁷ *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1965, document S/6891.*

⁸⁸ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 11A (A/6311/Rev.1/Add.1), deuxième partie, par. 117.*

pour les Sud-Africains, et de rendre compte des résultats de cette étude à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session;

2. *Autorise* le Secrétaire général à créer, s'il le juge souhaitable, un comité composé de pays qui accueillent les réfugiés et d'Etats qui ont apporté une contribution aux programmes d'enseignement et de formation des Nations Unies mentionnés ci-dessus, qui serait chargé de lui donner des avis sur les moyens de développer et d'élargir ces programmes.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2236 (XXI). Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961, par laquelle elle a institué sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies un programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain,

Ayant examiné le rapport que le Secrétaire général a présenté conformément au paragraphe 7 de la résolution 2076 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1965³⁹,

Notant avec satisfaction que des bourses ont été offertes par plusieurs Etats Membres à l'intention d'étudiants du Sud-Ouest africain,

Notant en outre que les bourses offertes par un certain nombre d'Etats concernent également l'enseignement secondaire et professionnel, conformément à l'invitation contenue dans la résolution 1901 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 13 novembre 1963, et la résolution 2076 (XX) de l'Assemblée,

Prenant note des difficultés rencontrées par les personnes résidant dans le Territoire pour tirer profit des avantages offerts par le programme, en particulier pour obtenir les titres de voyage nécessaires à leurs déplacements,

Prenant note des mesures adoptées par le Secrétaire général pour permettre au plus grand nombre possible d'habitants du Sud-Ouest africain de bénéficier du programme,

Prenant note également de l'assistance fournie par les institutions spécialisées pour l'exécution du programme,

1. *Remercie* les Etats Membres qui ont mis des bourses et des allocations de voyage à la disposition d'habitants du Sud-Ouest africain;

2. *Invite* les Etats Membres qui offrent des bourses et ceux qui viendraient à le faire ultérieurement à envisager d'inclure dans leurs offres des bourses d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et technique;

3. *Invite en outre* les Etats Membres à examiner avec bienveillance les demandes du Secrétaire général tendant à ce qu'ils accueillent dans leurs écoles secondaires, professionnelles ou techniques des candidats ayant obtenu des bourses au titre du programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain;

4. *Prie une fois de plus* tous les Etats Membres de faciliter de toutes les manières possibles les déplacements des habitants du Sud-Ouest africain qui voudront profiter des moyens d'enseignement offerts par le programme;

³⁹ *Ibid.*, vingt et unième session, Annexes, points 66 et 68 de l'ordre du jour, document A/6463.

5. *Prie* tous les gouvernements intéressés de coopérer avec le Secrétaire général à la mise en œuvre de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour permettre au plus grand nombre possible d'habitants du Sud-Ouest africain de profiter du programme;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2237 (XXI). Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1808 (XVII) du 14 décembre 1962 et 1937 (XVIII) du 16 décembre 1963, par lesquelles elle a institué un programme spécial de formation pour la population autochtone des territoires administrés par le Portugal,

Ayant examiné le rapport que le Secrétaire général a présenté conformément au paragraphe 8 de la résolution 2108 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965⁴⁰,

Notant avec un profond regret que, nonobstant les dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1808 (XVII), du paragraphe 8 de la résolution 1937 (XVIII) et du paragraphe 7 de la résolution 2108 (XX), le Gouvernement portugais n'a pas coopéré à la mise en œuvre du programme spécial de formation,

Notant avec satisfaction que des bourses ont été offertes par plusieurs Etats Membres à l'intention d'étudiants de territoires administrés par le Portugal,

Notant en outre que les bourses offertes par un certain nombre d'Etats concernent également l'enseignement secondaire et la formation professionnelle, conformément à l'invitation contenue au paragraphe 4 de la résolution 2108 (XX),

Notant avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire général pour permettre au plus grand nombre possible d'autochtones des territoires administrés par le Portugal de bénéficier du programme spécial de formation, ainsi que les progrès réalisés à cet égard,

Prenant note de l'assistance fournie par les institutions spécialisées pour l'exécution du programme spécial de formation,

1. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre des mesures pour permettre au plus grand nombre possible d'autochtones des territoires administrés par le Portugal de bénéficier du programme spécial de formation;

2. *Invite* les programmes d'assistance technique des Nations Unies et les institutions spécialisées à continuer de coopérer à l'exécution du programme spécial de formation, en offrant toute l'assistance possible, ainsi que les services et ressources qu'ils peuvent fournir, aux bénéficiaires et aux gouvernements participant au programme;

3. *Remercie* les Etats Membres qui ont offert des bourses à des étudiants de territoires administrés par le Portugal;

4. *Invite* les Etats Membres qui ont offert des bourses et ceux qui se proposent de le faire à envisager d'inclure avant tout dans leurs offres des bourses d'en-

⁴⁰ *Ibid.*, document A/6464.